

tous engagés à trouver les solutions dont ils ont besoin pour gagner honorablement leur vie.

On pourrait, c'est entendu, profiter de cette occasion pour se limiter à des critiques sévères à l'égard du gouvernement. Je crois quand même que tous les députés ont la responsabilité d'essayer de trouver des solutions. Le gouvernement, avec un minimum de largeur d'esprit, pourrait admettre les suggestions heureuses afin d'améliorer cette situation qui devient de plus en plus critique.

• (9.30 p.m.)

Je ne peux m'empêcher de parler de la situation qui prévaut au Québec. J'imagine que d'autres députés se permettront de discuter de ce qui les intéresse le plus, c'est-à-dire des provinces qu'ils représentent. En tant que député de la province de Québec, je ne peux m'empêcher de déplorer la situation que nous connaissons présentement au Québec.

Il est certain que le budget présenté dernièrement est très acceptable pour la province de Québec, considérant qu'une partie importante des crédits seront mis à sa disposition, mais il ne faudrait pas croire que ces injections de capitaux qui sont destinées au Québec pourront, à court terme, régler la situation.

Il faut être suffisamment honnête pour reconnaître que l'effet de ces injections pourra, au cours de l'été prochain, se faire sentir d'une façon heureuse. Quant à la situation qui prévaut actuellement, je n'ai qu'à me référer à une déclaration que faisait le premier ministre du Québec il y a à peine dix jours, reconnaissant son échec lamentable à créer 100,000 emplois. D'ailleurs, c'est la deuxième fois que nous nous faisons chanter la «chanson des 100,000 emplois».

J'ai été très déçu, en fin de semaine, en apprenant que l'aménagement de l'aéroport de Sainte-Scholastique, qui pourrait fournir l'occasion de créer 100,000 emplois, n'aura permis, en 1985, si l'on en croit les statistiques fournies par les fonctionnaires de la province de Québec, d'en créer que tout au plus 22,000. On nous avait fait rêver de ce projet assez extraordinaire, et la plupart des citoyens de la rive nord étaient très heureux, car 22,000 emplois, cela est très acceptable et même nécessaire actuellement dans la province de Québec.

Mais pourquoi avoir exagéré ce chiffre pour étayer le slogan de «100,000 emplois»?

J'imagine que toutes les municipalités qui sont situées près de Sainte-Scholastique et celles établies sur la rive nord étaient très heureuses d'apprendre que ce complexe allait fournir 100,000 nouveaux emplois. Pourtant, les données statistiques nous ramènent à la raison et nous apprennent qu'il ne s'agit que de 25 p. 100 de ce nombre.

Au mois d'avril dernier, on nous faisait une autre promesse de 100,000 emplois. Devant cet échec lamentable, le premier ministre Bourassa a dû se faire «bourasser», depuis une dizaine de jours, par bon nombre de journalistes, et avec raison. J'invite donc tous les députés du Québec à prêter main-forte au gouvernement du Québec et à lui faire comprendre que l'aide du gouvernement fédéral est d'une nécessité évidente. Je n'accepterai pas facilement que le gouvernement de la province de Québec accuse les députés fédéraux d'être les responsables du fait que cette promesse est devenue irréalisable.

Encore une fois, à mon avis, on a exagéré ce slogan. On voudra bien dire, aujourd'hui, qu'il ne s'agissait pas

d'une promesse, que l'on a dramatisé la situation. Il n'était pas nécessaire de faire une telle promesse pour dramatiser la situation: elle était déjà suffisamment dramatique à l'époque.

Je ferai certaines suggestions, car j'ai dit que je ne me limiterais pas à la critique. Nous pourrions rendre le gouvernement actuel responsable de tous les maux que le Canada connaît actuellement. Il serait peut-être injuste de le faire parce que certains députés ont fait preuve de bonne volonté.

De plus, l'hésitation a créé un climat qui a engendré une détérioration de la situation. Il faut quand même reconnaître la responsabilité des gouvernants. De notre côté, nous essayons, depuis deux ans et demi, de faire certaines suggestions qui, malheureusement, plus souvent qu'autrement, sont refusées.

Il faut être assez réaliste et honnête pour reconnaître que le gouvernement ne peut juguler le chômage actuellement pour plusieurs raisons. Si nous avons perdu le contrôle, nous devrions être assez honnêtes pour le reconnaître. Je suis d'avis que la population exige que nous lui disions la vérité.

Je crois nécessaire, dans les circonstances, que le gouvernement fédéral songe sérieusement à réunir les représentants des syndicats, des travailleurs, des hommes d'affaires, des industriels, des Chambres de commerce, de certains clubs sociaux et des gouvernements provinciaux, afin de discuter du problème. Il est urgent qu'une telle réunion ait lieu, dans le but de trouver une solution.

Il est clair que le gouvernement n'a pas la solution et qu'il ne peut la trouver. Il lui faut donc faire appel à ces gens d'expérience et leur faire comprendre que c'est dans l'intérêt de l'industrie, des financiers et du gouvernement, bref, de la population en général que cette réunion d'importance capitale est convoquée.

J'ai confiance aux hommes d'affaires. J'ai confiance à ceux qui travaillent dans l'industrie depuis nombre d'années pour prodiguer certains conseils, tant au ministre des Finances qu'à celui de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) et aux députés.

Une telle réunion aurait d'abord pour effet de démontrer la bonne volonté du gouvernement relativement à ce problème. Une telle réunion prouverait tant aux syndicats qu'aux chefs syndicaux, de même qu'aux hommes d'affaires et à la population tout entière, que nous voulons sérieusement, une fois pour toutes, essayer de trouver une solution.

On pourra tenter de laisser croire que le gouvernement qui dirige actuellement les destinées du Canada a trouvé une solution. Pendant l'attente que subit la population du Canada, on s'est rendu compte que le gouvernement n'a vraiment pas trouvé la solution et qu'il devra faire appel à des hommes d'expérience, à des hommes d'affaires. Il devra les intéresser directement pour que l'on retrouve la stabilité qui est absolument nécessaire pour la survie du Canada et le mieux-être de la population.

Lors d'une telle réunion, on pourrait peut-être trouver des solutions pour transformer nos richesses naturelles, ici, sur le sol canadien, chose qui semble avoir été oubliée par nos gouvernants, depuis nombre d'années.

Il semble qu'on se soit employé, depuis quelques années, à améliorer les mesures sociales, alors qu'il aurait été plus urgent d'améliorer les conditions de nos industries. Ainsi, il aurait été possible de créer de nouveaux